



La lutte contre la ghettoïsation par un logement social dans les quartiers riches.

De 2019 à 2024, le nombre de demandes actives de logement social en France est passé de 3 460 000 à 4 060 000. D'après l'Agence Nationale de Contrôle du Logement Social, seuls 11 % des foyers éligibles déposent réellement une demande. Cette explosion n'est pas seulement le signe d'une précarité croissante : elle révèle les conséquences directes sur les enfants, sur l'insertion sociale ou économique, et sur la capacité des personnes à vivre dignement. Face à cette urgence, répondre à la demande croissante est un impératif.

Pour cela, nos mairies socialistes doivent assumer une stratégie de "diversification équitable".

Car avec un parc social insuffisant, continuer à construire uniquement en périphérie ne suffit plus. Les quartiers les mieux desservis – transports, culture, services publics, commerces – sont aujourd'hui largement réservés aux ménages les plus aisés. Ce sont pourtant ces quartiers qu'il nous faut réinvestir : c'est là que doivent se construire les logements sociaux de demain.

Première exigence : on ne combat pas la précarité en précarisant davantage les plus fragiles. Empêcher les ménages modestes d'habiter au cœur de nos villes, c'est les maintenir loin des emplois mieux rémunérés, des mobilités facilement accessibles, de la culture et des conditions qui permettent l'épanouissement humain. Bref, c'est transformer une inégalité de revenus en une inégalité de destin : de l'exclusion spatiale naît l'exclusion économique et sociale.

Deuxième exigence : la mixité sociale est une condition de la cohésion.

Vivre ensemble, partager les mêmes écoles, les mêmes rues, les mêmes espaces publics : c'est ce qui permet d'abattre les préjugés et de construire une société solidaire. Les temps de crises que nous vivons nous poussent parfois à nous attaquer sur nos différences dû à notre incapacité à reconnaître ce qui nous rassemble. En brisant la ghettoïsation des quartiers aisés comme des quartiers populaires, nous affirmons que le socialisme n'est pas seulement une redistribution économique : c'est un projet de société fondé sur la rencontre, l'égalité réelle et la fraternité. Autrement dit, ces passer de nos ambitions à des résultats.

Troisième exigence : lutter contre toutes les discriminations.

Les stéréotypes sociaux, raciaux ou religieux se nourrissent de la ségrégation urbaine. Lorsque certains quartiers concentrent la pauvreté et l'héritage migratoire, ils deviennent des marqueurs identitaires et des motifs d'exclusion. En organisant la mixité, nous faisons l'inverse : nous construisons une société qui se connaît, se reconnaît et se respecte. Le logement social peut alors devenir lui aussi un outil de l'antiracisme.

Quatrième exigence enfin : répondre aux grands défis de notre temps.

Sortir de la pauvreté demande d'être pleinement inclus dans la vie économique et culturelle. Cela suppose la mobilité, l'accès à l'emploi, aux écoles, aux lieux de culture et d'émancipation. En implantant du logement social dans des quartiers bien desservis, nous offrons à nos concitoyens les moyens concrets d'améliorer leur vie et de briser la reproduction sociale de la précarité. Car c'est bien de cela dont il est question, nous n'avons sû répondu efficacement à la précarité de certains de nos concitoyens autrefois et c'est cette même précarité qui s'est transmise à leurs descendants. La pauvreté ne peut être héréditaire et qui se revendique du socialisme se doit de répondre concrètement à la lutte contre la reproduction sociale.